

# Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI)<sup>1</sup>

du 19 juin 1959 (Etat le 19 octobre 2004)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'art. 34<sup>quater</sup> de la constitution<sup>2,3</sup>

vu le message du Conseil fédéral du 24 octobre 1958<sup>4</sup>,

*arrête:*

## Première partie. L'assurance

### Chapitre I<sup>5</sup> Applicabilité de la LPGA

#### Art. 1

<sup>1</sup> Les dispositions de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA)<sup>6</sup> s'appliquent à l'AI (art. 1a à 26<sup>bis</sup> et 28 à 70), à moins que la présente loi ne déroge expressément à la LPGA.<sup>7</sup>

<sup>2</sup> Les art. 32 et 33 LPGA s'appliquent également à l'encouragement de l'aide aux invalides (art. 71 à 76).

### Chapitre Ia<sup>8</sup> But

#### Art. 1a

Les prestations prévues par la présente loi visent à:

- a. prévenir, réduire ou éliminer l'invalidité grâce à des mesures de réadaptation appropriées, simples et adéquates;

RO 1959 857

<sup>1</sup> Abréviation introduite par le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO 1978 391 418; FF 1976 III 1).

<sup>2</sup> [RS 1 3; RO 1973 429]. A la disposition mentionnée correspondent actuellement les art. 111 à 113 de la Constitution du 18 avril 1999 (RS 101).

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2677 2681; FF 1999 4601).

<sup>4</sup> FF 1958 II 1161

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>6</sup> RS 830.1

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>8</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

- b. compenser les effets économiques permanents de l'invalidité en couvrant les besoins vitaux dans une mesure appropriée;
- c. aider les assurés concernés à mener une vie autonome et responsable.

## Chapitre Ib<sup>9</sup> Les personnes assurées

### Art. 1b

Sont assurées conformément à la présente loi les personnes qui sont assurées à titre obligatoire ou à titre facultatif en vertu des art. 1a et 2 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>10</sup>.

## Chapitre II Les cotisations

### Art. 2 Obligation de cotiser<sup>11</sup>

Sont soumis à l'obligation de payer des cotisations les assurés et les employeurs désignés aux art. 3 et 12 de la LAVS<sup>12</sup>.

### Art. 3<sup>13</sup> Fixation et perception des cotisations

<sup>1</sup> La LAVS<sup>14</sup> s'applique par analogie à la fixation des cotisations de l'assurance-invalidité. Une cotisation de 1,4 % est perçue sur le revenu d'une activité lucrative. Les cotisations des personnes assurées obligatoirement, qui sont calculées selon le barème dégressif, sont échelonnées de la même manière que les cotisations dues à l'assurance-vieillesse et survivants. En l'occurrence, il y lieu de maintenir le rapport entre le taux en pour-cent mentionné ci-dessus et le taux de cotisation non réduit fixé à l'art. 8, al. 1, de la LAVS. Son art. 9<sup>bis</sup> est applicable par analogie.<sup>15</sup>

<sup>9</sup> Anciennement chap. 1a. Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>10</sup> RS 831.10

<sup>11</sup> Selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO 1987 447 455; FF 1985 I 21), les titres marginaux ont été remplacés par des titres médians dans la mesure où ils n'ont pas été modifiés ou abrogés.

<sup>12</sup> RS 831.10

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>14</sup> RS 831.10

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2677 2681; FF 1999 4601).

<sup>1bis</sup> Selon leur condition sociale, les personnes n'exerçant aucune activité lucrative paient une cotisation comprise entre 54<sup>16</sup> et 1400 francs par an si elles sont assurées obligatoirement, et entre 108<sup>17</sup> et 1400 francs par an si elles sont assurées facultativement en vertu de l'art. 2 de la LAVS.<sup>18</sup>

<sup>2</sup> Les cotisations sont perçues sous la forme d'un supplément aux cotisations de l'AVS. Les art. 11 et 14 à 16 LAVS, y compris les dérogations à la LPGA<sup>19</sup>, sont applicables par analogie.<sup>20</sup>

## Chapitre III Les prestations

### A. Les conditions générales

#### Art. 4 Invalidité

<sup>1</sup> L'invalidité (art. 8 LPGA<sup>21</sup>) peut résulter d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident.<sup>22</sup>

<sup>2</sup> L'invalidité est réputée survenue dès qu'elle est, par sa nature et sa gravité, propre à ouvrir droit aux prestations entrant en considération.<sup>23</sup>

#### Art. 5<sup>24</sup> Cas particuliers

<sup>1</sup> L'invalidité des assurés âgés de 20 ans ou plus qui n'exerçaient pas d'activité lucrative avant d'être atteints dans leur santé physique, mentale ou psychique et dont on ne saurait exiger qu'ils exercent une telle activité est déterminée selon l'art. 8, al. 3, LPGA<sup>25,26</sup>.

<sup>2</sup> L'invalidité des assurés âgés de moins de 20 ans qui n'exercent pas d'activité lucrative est déterminée selon l'art. 8, al. 2, LPGA.

<sup>16</sup> Actuellement 59 fr. (art. 6 de l'O 05 du 24 sept. 2004 – RS **831.108**).

<sup>17</sup> Actuellement 118 fr. (art. 6 de l'O 05 du 24 sept. 2004 – RS **831.108**).

<sup>18</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO **2000** 2677 2681; FF **1999** 4601).

<sup>19</sup> RS **830.1**

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>21</sup> RS **830.1**

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>23</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>25</sup> RS **830.1**

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

**Art. 6<sup>27</sup>** Conditions d'assurance

<sup>1</sup> Les ressortissants suisses et étrangers ainsi que les apatrides ont droit aux prestations conformément aux dispositions ci-après. L'art. 39 est réservé.<sup>28</sup>

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une convention de sécurité sociale conclue par la Suisse prévoit que les prestations ne sont à la charge que de l'un des Etats contractants, il n'y a pas de droit à la rente d'invalidité si la législation de l'autre Etat accorde un tel droit du fait de la totalisation des périodes d'assurance accomplies dans les deux pays par les ressortissants suisses ou ceux de l'Etat contractant.<sup>29</sup>

<sup>2</sup> Les étrangers ont droit aux prestations, sous réserve de l'art. 9, al. 3, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPG<sup>30</sup>) en Suisse, mais seulement s'ils comptent, lors de la survenance de l'invalidité, au moins une année entière de cotisations ou dix ans de résidence ininterrompue en Suisse. Aucune prestation n'est allouée aux proches de ces étrangers s'ils sont domiciliés hors de Suisse.<sup>31</sup>

**Art. 7<sup>32</sup>** Réduction et refus de prestations

<sup>1</sup> L'ayant droit est tenu de faciliter toutes les mesures prises en vue de sa réadaptation à la vie professionnelle ou à l'exercice d'une activité comparable (travaux habituels). Lorsque l'ayant droit ne satisfait pas à son obligation de collaborer, les prestations peuvent être réduites ou refusées selon l'art. 21, al. 4, LPG<sup>33</sup>, même s'il s'agit de mesures de réadaptation en vue de l'accomplissement des travaux habituels.

<sup>2</sup> En dérogation à l'art. 21, al. 1, LPG, les indemnités journalières et les allocations pour impotents ne peuvent être ni refusées, ni réduites.

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2677 2681; FF 1999 4601).

<sup>29</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS) (RO 1996 2466; FF 1990 II 1). Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2677 2681; FF 1999 4601). Voir aussi l'al. 3 des disp. fin. 23 juin 2000 à la fin du présent texte.

<sup>30</sup> RS 830.1

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>33</sup> RS 830.1

## B. La réadaptation

### I. Le droit aux prestations<sup>34</sup>

#### Art. 8<sup>35</sup> Principe

<sup>1</sup> Les assurés invalides ou menacés d'une invalidité (art. 8 LPG<sup>36</sup>) imminente ont droit aux mesures de réadaptation nécessaires qui sont de nature à rétablir, à maintenir ou à améliorer leur capacité de gain ou leur capacité d'accomplir leurs travaux habituels, qu'ils aient ou non exercé une activité lucrative préalable. Ce droit est déterminé en fonction de toute la durée d'activité probable.<sup>37</sup>

<sup>2</sup> Les assurés ont droit aux prestations prévues aux art. 13, 19 et 21, quelles que soient les possibilités de réadaptation à la vie professionnelle ou à l'accomplissement de leurs travaux habituels.<sup>38</sup>

<sup>2bis</sup> Les assurés ont droit aux prestations prévues à l'art. 16, al. 2, let. c, que les mesures de réadaptation soient nécessaires ou non pour maintenir ou améliorer leur capacité de gain ou leur capacité d'accomplir leurs travaux habituels.<sup>39</sup>

<sup>3</sup> Les mesures de réadaptation comprennent:

- a. des mesures médicales;
- b. des mesures d'ordre professionnel (orientation professionnelle, formation professionnelle initiale, reclassement professionnel, service de placement);
- c.<sup>40</sup> des mesures de formation scolaire spéciale;
- d. l'octroi de moyens auxiliaires;
- e. l'octroi d'indemnités journalières.

<sup>4</sup> Les mesures de réadaptation prévues à l'al. 3, let. a à d, sont des prestations en nature au sens de l'art. 14 LPG<sup>41</sup>.

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>36</sup> RS 830.1

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>39</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>41</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

**Art. 9<sup>42</sup>** Conditions

<sup>1</sup> Les mesures de réadaptation sont appliquées en Suisse, elles peuvent l'être exceptionnellement aussi à l'étranger.

<sup>2</sup> ...<sup>43</sup>

<sup>3</sup> Les ressortissants étrangers âgés de moins de 20 ans qui ont leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPGA<sup>44</sup>) en Suisse ont droit aux mesures de réadaptation s'ils remplissent eux-mêmes les conditions prévues à l'art. 6, al. 2, ou si:

- a. lors de la survenance de l'invalidité, leur père ou mère compte, s'il s'agit d'une personne étrangère, au moins une année entière de cotisations ou dix ans de résidence ininterrompue en Suisse et si
- b. eux-mêmes sont nés invalides en Suisse ou, lors de la survenance de l'invalidité, résidaient en Suisse sans interruption depuis une année au moins ou depuis leur naissance. Sont assimilés aux enfants nés invalides en Suisse les enfants qui ont leur domicile et leur résidence habituelle en Suisse, mais qui sont nés invalides à l'étranger, si leur mère a résidé à l'étranger deux mois au plus immédiatement avant leur naissance. Le Conseil fédéral décide dans quelle mesure l'AI prend en charge les dépenses occasionnées à l'étranger par l'invalidité.<sup>45</sup>

**Art. 10** Naissance et extinction du droit<sup>46</sup>

<sup>1</sup> Les assurés ont droit aux mesures de réadaptation dès qu'elles sont indiquées en raison de leur âge et de leur état de santé. Ils cessent d'y avoir droit au plus tard à la fin du mois pendant lequel une personne assurée a fait usage de son droit de percevoir la rente anticipée, conformément à l'art. 40, al. 1, de la LAVS<sup>47</sup>, ou à la fin du mois au cours duquel elle a atteint l'âge de la retraite.<sup>48</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>49</sup>

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>43</sup> Abrogé par le ch. 1 de l'annexe à la LF du 23 juin 2000 (RO 2000 2677; FF 1999 4601).

<sup>44</sup> RS 830.1

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'Ass. féd. du 21 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO 2002 3453 3470; FF 2002 763).

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>47</sup> RS 831.10

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 2466 2490; FF 1990 II 1).

<sup>49</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.1).

**Art. 11**<sup>50</sup> Les risques de la réadaptation

L'assuré a droit au remboursement des frais de traitement lorsqu'au cours de l'exécution d'une mesure de réadaptation, il tombe malade ou est la victime d'un accident. Le Conseil fédéral fixe les conditions et l'étendue de ce droit.

**II. Les mesures médicales****Art. 12**<sup>51</sup> Droit en général

<sup>1</sup> L'assuré a droit aux mesures médicales qui n'ont pas pour objet le traitement de l'affection comme telle, mais sont directement nécessaires à la réadaptation professionnelle ou à la réadaptation en vue de l'accomplissement des travaux habituels, et sont de nature à améliorer de façon durable et importante la capacité de gain ou l'accomplissement de ses travaux habituels, ou à les préserver d'une diminution notable.<sup>52</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à délimiter les mesures prévues à l'al. 1 par rapport à celles qui relèvent du traitement de l'affection comme telle. A cet effet, il peut notamment préciser la nature et l'étendue des mesures incombant à l'assurance et régler la naissance et la durée du droit aux prestations.

**Art. 13**<sup>53</sup> Droit en cas d'infirmité congénitale

<sup>1</sup> Les assurés ont droit aux mesures médicales nécessaires au traitement des infirmités congénitales (art. 3, al. 2, LPG<sup>A54</sup>) jusqu'à l'âge de 20 ans révolus.<sup>55</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral établira une liste des infirmités pour lesquelles ces mesures sont accordées. Il pourra exclure la prise en charge du traitement d'infirmités peu importantes.<sup>56</sup>

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO **1978** 391 418; FF **1976** III 1). Voir aussi la let. e des disp. fin. mod. 24 juin 1977, à la fin du présent texte.

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>54</sup> RS **830.1**

<sup>55</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21).

**Art. 14** Etendue des mesures

<sup>1</sup> Les mesures médicales comprennent:

- a. le traitement entrepris dans un établissement hospitalier ou à domicile par le médecin ou, sur ses prescriptions, par le personnel paramédical;
- b. les médicaments ordonnés par le médecin.

<sup>2</sup> Lorsque le traitement a lieu dans un établissement hospitalier ou de cure, l'assuré a droit en outre à la nourriture et au logement en division commune. S'il se rend dans une autre division, bien que les mesures puissent être appliquées en division commune, il a droit au remboursement des frais jusqu'à concurrence des dépenses qui incomberaient à l'assurance en cas de traitement en division commune.<sup>57</sup>

<sup>3</sup> Pour décider si le traitement aura lieu à domicile ou dans un établissement, l'assurance tiendra équitablement compte des propositions du médecin traitant et des conditions personnelles de l'assuré.<sup>58</sup>

**III. Les mesures d'ordre professionnel****Art. 15** Orientation professionnelle

L'assuré auquel son invalidité rend difficile le choix d'une profession ou l'exercice de son activité antérieure a droit à l'orientation professionnelle.

**Art. 16** Formation professionnelle initiale

<sup>1</sup> L'assuré qui n'a pas encore eu d'activité lucrative et à qui sa formation professionnelle initiale occasionne, du fait de son invalidité, des frais beaucoup plus élevés qu'à un non-invalidé a droit au remboursement de ses frais supplémentaires si la formation répond à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Sont assimilés à la formation professionnelle initiale:

- a. la préparation à un travail auxiliaire ou à une activité en atelier protégé;
- b. la formation dans une nouvelle profession pour les assurés qui, postérieurement à la survenance de l'invalidité, ont entrepris de leur propre chef une activité professionnelle inadéquate qui ne saurait être raisonnablement poursuivie;
- c.<sup>59</sup> le perfectionnement dans le domaine professionnel de l'assuré ou dans un autre domaine, pour autant qu'il soit approprié et convenable, et qu'il permette, selon toute vraisemblance, de maintenir ou d'améliorer la capacité de gain de l'assuré; est excepté le perfectionnement dispensé dans les institu-

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).



tions ou organisations visées aux art. 73 et 74; il peut être dérogé à cette exception dans des cas dûment motivés, définis par l'Office fédéral des assurances sociales (office).<sup>60</sup>

#### **Art. 17** Reclassement

<sup>1</sup> L'assuré a droit au reclassement dans une nouvelle profession si son invalidité rend cette mesure nécessaire et que sa capacité de gain peut ainsi, selon toute vraisemblance, être maintenue ou améliorée.<sup>61</sup>

<sup>2</sup> La rééducation dans la même profession est assimilée au reclassement.

#### **Art. 18**<sup>62</sup> Service de placement; aide en capital

<sup>1</sup> Les assurés invalides qui sont susceptibles d'être réadaptés ont droit à un soutien actif dans la recherche d'un emploi approprié, et, s'ils en ont déjà un, à un conseil suivi afin de le conserver.<sup>63</sup> Les assurés qui entreprennent une activité comme salariés peuvent recevoir des contributions aux frais de vêtements de travail et d'outils personnels nécessaires de ce fait; des contributions peuvent aussi être allouées pour les frais de déménagement dus à l'invalidité.

<sup>2</sup> Une aide en capital peut être allouée aux assurés susceptibles d'être réadaptés, afin de leur permettre d'entreprendre ou de développer une activité comme travailleurs indépendants, ainsi que de financer les transformations de l'entreprise dues à l'invalidité. Le Conseil fédéral réglera les modalités et fixera les formes de cette prestation.

### **IV. Les mesures de formation scolaire spéciale**<sup>64</sup>

#### **Art. 19** ...<sup>65</sup>

<sup>1</sup> Des subsides sont alloués pour la formation scolaire spéciale des assurés éducatibles qui n'ont pas atteint l'âge de 20 ans révolus mais qui, par suite d'invalidité, ne peuvent suivre l'école publique ou dont on ne peut attendre qu'ils la suivent.<sup>66</sup> La formation scolaire spéciale comprend la scolarisation proprement dite ainsi que, pour les mineurs incapables ou peu capables d'assimiler les disciplines scolaires élémen-

<sup>60</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>64</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>65</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>66</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. II 4 de la LF du 7 oct. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1996 (RO 1995 1126 1132; FF 1993 I 1093).

taires, des mesures destinées à développer soit leur habileté manuelle, soit leur aptitude à accomplir les actes ordinaires de la vie ou à établir des contacts avec leur entourage.<sup>67</sup>

<sup>2</sup> Ces subsides comprennent:

- a.<sup>68</sup> une contribution aux frais d'école, qui tiendra compte d'une participation des cantons et des communes égale aux dépenses qu'ils engagent pour les assurés valides âgés de moins de 20 ans révolus;
- b.<sup>69</sup> une contribution aux frais de pension, qui tiendra compte d'une participation équitable des parents, si l'assuré, pour recevoir sa formation scolaire spéciale, ne peut prendre ses repas à la maison ou doit être placé hors de sa famille;
- c.<sup>70</sup> des indemnités particulières pour des mesures de nature pédago-thérapeutique qui sont nécessaires en plus de l'enseignement de l'école spéciale, telles que des cours d'orthophonie pour les assurés atteints de graves difficultés d'élocution, l'enseignement de la lecture labiale et l'entraînement auditif pour les assurés durs d'oreille, la gymnastique spéciale destinée à développer la motricité des assurés souffrant de troubles des organes sensoriels ou d'une grave débilité mentale;
- d. des indemnités particulières pour les frais de transport à l'école qui sont dus à l'invalidité.<sup>71</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral précisera les conditions nécessaires selon l'al. 1 pour l'octroi des subsides et en fixera le montant. Il édictera des prescriptions sur l'octroi de subsides correspondants pour des mesures dispensées à des enfants invalides d'âge préscolaire, notamment pour la préparation à la formation scolaire spéciale, ainsi que pour des mesures en faveur d'enfants invalides qui fréquentent l'école publique.<sup>72</sup>

## Art. 20<sup>73</sup>

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1970, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1971 (RO 1971 56 57; FF 1970 I 173).

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 4 de la LF du 7 oct. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1996 (RO 1995 1126 1132; FF 1993 I 1093).

<sup>69</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 4 de la LF du 7 oct. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1996 (RO 1995 1126 1132; FF 1993 I 1093).

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 4 de la LF du 7 oct. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1996 (RO 1995 1126 1132; FF 1993 I 1093).

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>73</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

## V. Les moyens auxiliaires

### Art. 21<sup>74</sup> Droit

<sup>1</sup> L'assuré a droit, d'après une liste que dressera le Conseil fédéral, aux moyens auxiliaires dont il a besoin pour exercer une activité lucrative ou accomplir ses travaux habituels, pour maintenir ou améliorer sa capacité de gain, pour étudier, apprendre un métier ou se perfectionner, ou à des fins d'accoutumance fonctionnelle.<sup>75</sup> Les frais de prothèses dentaires, de lunettes et de supports plantaires ne sont pris en charge par l'assurance que si ces moyens auxiliaires sont le complément important de mesures médicales de réadaptation.

<sup>2</sup> L'assuré qui, par suite de son invalidité, a besoin d'appareils coûteux pour se déplacer, établir des contacts avec son entourage ou développer son autonomie personnelle, a droit, sans égard à sa capacité de gain, à de tels moyens auxiliaires conformément à une liste qu'établira le Conseil fédéral.

<sup>3</sup> L'assurance prend en charge les moyens auxiliaires d'un modèle simple et adéquat et les remet en toute propriété ou en prêt. L'assuré supporte les frais supplémentaires d'un autre modèle. L'assuré à qui un moyen auxiliaire a été alloué en remplacement d'objets qu'il aurait dû acquérir même s'il n'était pas invalide peut être tenu de participer aux frais.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut édicter des prescriptions plus détaillées, notamment sur la faculté donnée à l'assuré de continuer à utiliser un moyen auxiliaire remis à titre de prêt alors que les conditions mises à son octroi ne sont plus remplies.<sup>76</sup>

### Art. 21<sup>bis77</sup> Prestations de remplacement

<sup>1</sup> L'assurance peut allouer des indemnités d'amortissement à l'assuré qui a acquis, à ses frais, un moyen auxiliaire auquel il a droit.

<sup>2</sup> L'assurance peut allouer des contributions à l'assuré qui a recours, en lieu et place d'un moyen auxiliaire, aux services de tiers.

<sup>2bis</sup> Si, pour exercer une activité lucrative dans une exploitation agricole ou dans une entreprise artisanale, l'assuré a droit à un moyen auxiliaire coûteux que l'assurance ne pourra pas reprendre ou dont elle ne pourra se défaire que difficilement par la suite, l'assurance peut accorder un prêt auto-amortissable en lieu et place du moyen auxiliaire.<sup>78</sup>

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>76</sup> Introduit par le ch. II de la LF du 30 juin 1972, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1973 (RO 1972 2537; FF 1971 II 1057).

<sup>77</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO 1968 29 42; FF 1967 I 677).

<sup>78</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe le montant des contributions prévues aux al. 1 et 2 et le montant du prêt prévu à l'al. 2<sup>bis</sup>.<sup>79</sup>

## VI. Les indemnités journalières

### Art. 22<sup>80</sup> Droit

<sup>1</sup> L'assuré a droit à une indemnité journalière pendant la réadaptation si les mesures de réadaptation l'empêchent d'exercer une activité lucrative durant trois jours consécutifs au moins ou s'il présente, dans son activité habituelle, une incapacité de travail (art. 6 LPGA<sup>81</sup>) de 50 % au moins. Une indemnité journalière est allouée aux assurés en cours de formation professionnelle initiale ainsi qu'aux assurés âgés de moins de 20 ans qui n'ont pas encore exercé d'activité lucrative, lorsqu'ils subissent un manque à gagner dû à l'invalidité.

<sup>2</sup> L'indemnité journalière se compose de l'indemnité de base, à laquelle tous les assurés ont droit, et d'une prestation pour enfant.

<sup>3</sup> L'assuré a droit aux prestations pour chacun de ses enfants de moins de 18 ans. Pour les enfants qui font un apprentissage ou des études, le droit aux prestations est prolongé jusqu'à la fin de leur formation mais au plus jusqu'à l'âge de 25 ans. Les enfants recueillis par l'assuré sont assimilés à ses propres enfants lorsqu'il assure gratuitement et durablement les frais de leur entretien et de leur éducation.

<sup>4</sup> L'indemnité journalière est allouée au plus tôt le premier jour du mois qui suit le 18<sup>e</sup> anniversaire de l'assuré. Son droit à l'indemnité s'éteint au plus tard à la fin du mois au cours duquel il a fait usage de son droit à une rente anticipée, conformément à l'art. 40, al. 1, LAVS<sup>82</sup>, ou a atteint l'âge de la retraite.

<sup>5</sup> Les mesures prévues à l'art. 16, al. 2, let. c, ne donnent pas droit à une indemnité journalière.

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral fixe les conditions auxquelles sont versées les indemnités journalières pour des jours isolés, pour la durée de l'instruction du cas, pour le temps précédant la réadaptation et pour la période de mise au courant dans un emploi, de même que lors d'une interruption des mesures de réadaptation pour cause de maladie, d'accident ou de maternité.

<sup>79</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>80</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>81</sup> RS **830.1**

<sup>82</sup> RS **831.10**

**Art. 23**<sup>83</sup> Indemnité de base

<sup>1</sup> L'indemnité de base s'élève à 80 % du revenu de l'activité lucrative que l'assuré percevait pour la dernière activité exercée sans restriction due à des raisons de santé. Elle s'élève à 30 % au moins et à 80 % au plus du montant maximum de l'indemnité journalière fixée à l'art. 24, al. 1.

<sup>2</sup> L'indemnité de base versée aux assurés qui n'exerçaient pas d'activité lucrative avant la réadaptation s'élève à 30 % du montant maximum de l'indemnité journalière fixée à l'art. 24, al. 1.

<sup>3</sup> Est déterminant pour le calcul du revenu de l'activité lucrative au sens de l'al. 1 le revenu moyen sur lequel les cotisations prévues par la LAVS<sup>84</sup> sont prélevées (revenu déterminant).

**Art. 23**<sup>bis 85</sup> Prestation pour enfant

La prestation pour enfant s'élève pour chaque enfant à 6 % du montant maximum de l'indemnité journalière fixée à l'art. 24, al. 1.

**Art. 23**<sup>ter</sup> à **23**<sup>sexies 86</sup>**Art. 24**<sup>87</sup> Montant de l'indemnité journalière

<sup>1</sup> Le montant maximum de l'indemnité journalière est égal au montant maximum du gain assuré journalier fixé dans la loi du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents<sup>88</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité journalière est réduite lorsqu'elle dépasse le revenu déterminant mais ne peut être inférieure à 35 % du montant maximum fixé à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les assurés en cours de formation professionnelle initiale et les assurés âgés de moins de 20 ans qui n'ont pas encore exercé d'activité lucrative touchent au plus 30 % du montant maximum défini à l'al. 1. Le Conseil fédéral fixe le montant de l'indemnité journalière.

<sup>4</sup> Si l'assuré avait droit jusqu'à sa réadaptation à une indemnité journalière en vertu de la loi du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents, l'indemnité journalière y est au moins égale.

<sup>83</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>84</sup> RS **831.10**

<sup>85</sup> Introduit par le ch. II de la LF du 18 déc. 1998 (RO **1999** 1571; FF **1998** 3013). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>86</sup> Introduits par le ch. II de la LF du 18 déc. 1998 (RO **1999** 1571; FF **1998** 3013). Abrogés par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>87</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>88</sup> RS **832.20**

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral règle la prise en compte du revenu d'une éventuelle activité lucrative, et peut prévoir des réductions à certaines conditions. L'office établit, pour déterminer les indemnités journalières, des tables obligatoires dont les montants sont arrondis au franc supérieur.

**Art. 24<sup>bis</sup>**<sup>89</sup> Déduction en cas de prise en charge des frais d'hébergement et de repas par l'assurance-invalidité

Lorsque l'assurance-invalidité prend totalement à sa charge les frais d'hébergement et de repas, l'indemnité journalière est réduite. Le Conseil fédéral fixe le montant de la déduction.

**Art. 24<sup>ter</sup> à 24<sup>quinquies</sup>**<sup>90</sup>

**Art. 25<sup>1</sup>** Cotisations aux assurances sociales

<sup>1</sup> Sont payées sur les indemnités journalières les cotisations:

- a. à l'assurance-vieillesse et survivants;
- b. à l'assurance-invalidité;
- c. au régime des allocations pour perte de gain en faveur des personnes servant dans l'armée, dans le service civil ou dans la protection civile;
- d. le cas échéant, à l'assurance-chômage.

<sup>2</sup> Les cotisations sont supportées à parts égales par l'assuré et par l'assurance-invalidité. Celle-ci paie en outre la contribution due par l'employeur pour son personnel agricole en vertu de l'art. 18, al. 1, de la loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture<sup>92</sup>.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut exempter certaines catégories de personnes de l'obligation de payer des cotisations et prévoir que les indemnités journalières allouées pour de courtes périodes ne seront pas soumises à cotisation.

<sup>89</sup> Introduit par le ch. II al. 3 de la LF du 3 oct. 1975 (RO **1976** 57; FF **1975** I 1209). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>90</sup> Introduits par le ch. II de la LF du 18 déc. 1998 (RO **1999** 1571; FF **1998** 3013). Abrogés par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>91</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>92</sup> RS **836.1**

**Art. 25<sup>bis</sup>** 93

**Art. 25<sup>ter</sup>** 94

## **VII. Libre choix de l'assuré, collaboration, tarifs et tribunaux arbitraux**<sup>95</sup>

**Art. 26<sup>96</sup>** Choix des médecins, dentistes et pharmaciens

<sup>1</sup> L'assuré a le libre choix entre les médecins, dentistes et pharmaciens porteurs du diplôme fédéral.

<sup>2</sup> Les personnes autorisées par un canton à pratiquer l'art médical ou l'art dentaire en vertu d'un certificat de capacité scientifique sont assimilées aux personnes indiquées à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les médecins porteurs du diplôme fédéral qui sont autorisés par un canton à dispenser les médicaments sont assimilés, dans les limites de cette autorisation, aux pharmaciens désignés à l'al. 1.

<sup>4</sup> Le libre choix de l'assuré est garanti dans la mesure où les personnes indiquées aux al. 1 à 3 n'auront pas été privées, pour de justes motifs, de la faculté de traiter les assurés ou de leur dispenser des médicaments. Une telle mesure ne peut être prononcée que par un tribunal arbitral cantonal au sens de l'art. 27<sup>bis</sup>, qui en fixe la durée.<sup>97</sup>

**Art. 26<sup>bis</sup>** 98 Choix du personnel médical, des établissements et des fournisseurs de moyens auxiliaires

<sup>1</sup> L'assuré a le libre choix entre le personnel paramédical, les établissements et les ateliers qui appliquent des mesures de réadaptation, ainsi que les fournisseurs de moyens auxiliaires, autant qu'ils satisfont aux prescriptions cantonales et aux exigences de l'assurance.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut, après avoir entendu les cantons et les associations intéressées, établir des prescriptions suivant lesquelles les personnes et établissements indiqués à l'al. 1 sont autorisés à exercer leur activité à la charge de l'assurance.

<sup>93</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (RS **832.20**). Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>94</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986 (RO **1987** 447; FF **1985** I 21). Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>95</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>96</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>97</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>98</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

**Art. 27** Collaboration et tarifs<sup>99</sup>

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à conclure des conventions avec le corps médical, avec les associations des professions médicales et paramédicales, avec les établissements et ateliers qui appliquent les mesures de réadaptation, et avec les fournisseurs de moyens auxiliaires, afin de régler leur collaboration avec les organes de l'assurance et de fixer les tarifs.

<sup>2</sup> ...<sup>100</sup>

<sup>3</sup> En l'absence de convention, le Conseil fédéral peut fixer par arrêté les montants maximums des frais des mesures de réadaptation qui sont remboursés à l'assuré.

**Art. 27<sup>bis</sup>**<sup>101</sup> Tribunal arbitral cantonal

<sup>1</sup> Les litiges entre l'assurance et les fournisseurs de prestations sont jugés par les tribunaux arbitraux désignés par les cantons.

<sup>2</sup> Est compétent le tribunal arbitral du canton dans lequel le fournisseur de prestations a une installation permanente ou exerce sa profession.

<sup>3</sup> Le canton peut confier les tâches du tribunal arbitral au tribunal cantonal des assurances.

<sup>4</sup> Le tribunal arbitral se compose d'un président neutre et d'un nombre égal de représentants de chacune des parties concernées. Lorsque les tâches du tribunal arbitral sont confiées au tribunal cantonal des assurances, celui-ci est complété par un nombre égal de représentants de chacune des parties.

<sup>5</sup> A moins que le litige n'ait déjà été soumis à un organisme de conciliation prévu par convention, le tribunal arbitral ne peut en être saisi sans procédure de conciliation préalable.

<sup>6</sup> Les jugements doivent être notifiés par écrit aux parties avec indication des motifs et des voies de droit.

<sup>7</sup> Pour le reste les cantons règlent la procédure.

**C. Les rentes****I. Le droit à la rente****Art. 28** Evaluation de l'invalidité

<sup>1</sup> L'assuré a droit à une rente s'il est invalide à 40 % au moins. La rente est échelonnée comme suit, selon le taux d'invalidité:

<sup>99</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>100</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>101</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).



| Taux d'invalidité | Droit à la rente en fraction d'une rente entière |
|-------------------|--|
| 40 % au moins     | un quart   |
| 50 % au moins     | une demie  |
| 60 % au moins     | trois-quarts                                     |
| 70 % au moins     | rente entière. <sup>102</sup>                    |

1bis ...<sup>103</sup>

<sup>1er</sup> Les rentes correspondant à un taux d'invalidité inférieur à 50 % ne sont versées qu'aux assurés qui ont leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPGA<sup>104</sup>) en Suisse.<sup>105</sup> Cette condition doit également être remplie par les proches pour lesquels une prestation est réclamée.<sup>106</sup>

<sup>2</sup> L'art. 16 LPGA s'applique à l'évaluation de l'invalidité des assurés exerçant une activité lucrative. Le Conseil fédéral fixe le revenu déterminant pour l'évaluation de l'invalidité.<sup>107</sup>

<sup>2bis</sup> L'invalidité des assurés qui n'exercent pas d'activité lucrative et dont on ne peut raisonnablement exiger qu'ils en entreprennent une est évaluée, en dérogation à l'art. 16 LPGA, en fonction de l'incapacité d'accomplir leurs travaux habituels.<sup>108</sup>

<sup>2ter</sup> Lorsque l'assuré exerce une activité lucrative à temps partiel ou travaille sans être rémunéré dans l'entreprise de son conjoint, l'invalidité pour cette activité est évaluée selon l'art. 16 LPGA. S'il accomplit ses travaux habituels, l'invalidité est fixée selon l'al. <sup>2bis</sup> pour cette activité-là. Dans ce cas, les parts respectives de l'activité lucrative ou du travail dans l'entreprise du conjoint et de l'accomplissement des travaux habituels sont déterminées; le taux d'invalidité est calculé d'après le handicap dont la personne est affectée dans les deux domaines d'activité.<sup>109</sup>

3 ...<sup>110</sup>

<sup>102</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>103</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21). Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>104</sup> RS **830.1**

<sup>105</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>106</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988

(RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21). Voir aussi les disp. fin. de cette modification, à la fin du présent texte.

<sup>107</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>108</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>109</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>110</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

**Art. 29**<sup>111</sup> Naissance du droit

<sup>1</sup> Le droit à la rente au sens de l'art. 28 prend naissance au plus tôt à la date dès laquelle:

- a. l'assuré présente une incapacité de gain durable de 40 % au moins (art. 7 LPG<sup>112</sup>), ou
- b. l'assuré a présenté, en moyenne, une incapacité de travail de 40 % au moins pendant une année sans interruption notable (art. 6 LPG<sup>113</sup>).

<sup>2</sup> La rente est allouée dès le début du mois au cours duquel le droit à la rente a pris naissance, mais au plus tôt dès le mois qui suit le dix-huitième anniversaire de l'assuré. Le droit ne prend pas naissance tant que l'assuré peut prétendre une indemnité journalière au sens de l'art. 22.

**Art. 30**<sup>114</sup> Extinction du droit

L'assuré cesse d'avoir droit à la rente d'invalidité dès qu'il peut prétendre la rente de vieillesse de l'AVS ou s'il décède.

**Art. 31**<sup>115</sup>**Art. 32 et 33**<sup>116</sup>**Art. 34**<sup>117</sup>**Art. 35**<sup>118</sup> Rente pour enfant

<sup>1</sup> Les hommes et les femmes qui peuvent prétendre une rente d'invalidité ont droit à une rente pour chacun des enfants qui, au décès de ces personnes, auraient droit à la rente d'orphelin de l'assurance-vieillesse et survivants.

<sup>2</sup> ...<sup>119</sup>

<sup>111</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21).

<sup>112</sup> RS **830.1**

<sup>113</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>114</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>115</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**).

<sup>116</sup> Abrogés par le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS) (RO **1996** 2466; FF **1990** II 1).

<sup>117</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>118</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 30 juin 1972, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1973 (RO **1972** 2537; FF **1971** II 1057).

<sup>119</sup> Abrogé par le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS) (RO **1996** 2466; FF **1990** II 1).

<sup>3</sup> Les enfants recueillis après la survenance de l'invalidité n'ont pas droit à la rente, sauf s'il s'agit des enfants de l'autre conjoint.<sup>120</sup>

<sup>4</sup> La rente pour enfant est versée comme la rente à laquelle elle se rapporte. Les dispositions relatives à un emploi de la rente conforme à son but (art. 20 LPGA<sup>121</sup>) ainsi que les décisions contraires du juge civil sont réservées. Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions spéciales sur le versement de la rente, en dérogation à l'art. 20 LPGA, notamment pour les enfants de parents séparés ou divorcés.<sup>122</sup>

## II. Les rentes ordinaires

### Art. 36 Bénéficiaires et mode de calcul

<sup>1</sup> Ont droit aux rentes ordinaires les assurés qui, lors de la survenance de l'invalidité, comptent une année entière au moins de cotisations.

<sup>2</sup> Sous réserve du al. 3, les dispositions de la LAVS<sup>123</sup> sont applicables par analogie au calcul des rentes ordinaires. Le Conseil fédéral peut édicter des prescriptions complémentaires.<sup>124</sup>

<sup>3</sup> Si l'assuré n'a pas encore atteint 45 ans révolus lors de la survenance de l'invalidité, un supplément exprimé en pour-cent sera ajouté au revenu moyen provenant d'une activité lucrative. Le Conseil fédéral fixe ce supplément en l'échelonnant d'après l'âge atteint lors de la survenance de l'invalidité. Il peut prévoir des dérogations en faveur des assurés qui comptent une durée incomplète de cotisations.<sup>125</sup>

<sup>4</sup> Les cotisations payées à l'assurance-vieillesse et survivants avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront prises en compte.

### Art. 37 Montant de la rente d'invalidité

<sup>1</sup> Le montant des rentes d'invalidité correspond au montant des rentes de vieillesse de l'assurance-vieillesse et survivants.<sup>126</sup>

<sup>1bis</sup> Si les deux conjoints ont droit à une rente, l'art. 35 de la LAVS<sup>127</sup> est applicable par analogie.<sup>128</sup>

<sup>120</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>121</sup> RS **830.1**

<sup>122</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>123</sup> RS **831.10**

<sup>124</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>125</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>126</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>127</sup> RS **831.10**

<sup>128</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>2</sup> Lorsqu'un assuré comptant une durée complète de cotisations n'a pas encore accompli sa vingt-cinquième année au moment de la survenance de l'invalidité, la rente d'invalidité lui revenant et les rentes complémentaires éventuelles s'élèvent au moins à 133<sup>1</sup>/<sub>3</sub> % du montant minimum de la rente complète correspondante.<sup>129</sup>

**Art. 38**<sup>130</sup> Montant des rentes pour enfant<sup>131</sup>

<sup>1</sup> La rente pour enfant s'élève à 40 % de la rente d'invalidité correspondant au revenu annuel moyen déterminant.<sup>132</sup> Si les deux parents ont droit à une rente pour enfant, les deux rentes pour enfants doivent être réduites dans la mesure où leur montant excède 60 % de la rente d'invalidité maximale. L'art. 35 de la LAVS<sup>133</sup> est applicable par analogie au calcul de la réduction.<sup>134</sup>

<sup>2</sup> Elles sont calculées d'après les mêmes éléments que la rente d'invalidité.

**Art. 38**<sup>bis135</sup> Réduction en cas de surassurance

<sup>1</sup> En dérogation à l'art. 69, al. 2 et 3, LPGA<sup>136</sup>, les rentes pour enfants sont réduites dans la mesure où, ajoutées à la rente du père ou à celle de la mère, leur montant dépasserait sensiblement le revenu annuel moyen déterminant pour le calcul de la rente du père ou de la mère.<sup>137</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe toutefois un montant minimum.<sup>138</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral édicte des prescriptions détaillées concernant notamment la réduction des rentes partielles ainsi que des demi-rentes et quarts de rentes.<sup>139</sup>

<sup>129</sup> Introduit par le ch. II de la LF du 30 juin 1972 (RO 1972 2537; FF 1971 II 1057). Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1980 (RO 1978 391, 1979 1365 art. 1<sup>er</sup>; FF 1976 III 1).

<sup>130</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1980 (RO 1978 391, 1979 1365 art. 1<sup>er</sup>; FF 1976 III 1).

<sup>131</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>132</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>133</sup> RS 831.10

<sup>134</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1996 2466 2490; FF 1990 II 1).

<sup>135</sup> Introduit par le ch. II de la LF du 30 juin 1972, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1973 (RO 1972 2537; FF 1971 II 1057).

<sup>136</sup> RS 830.1

<sup>137</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>138</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1980 (RO 1978 391, 1979 1365 art. 1<sup>er</sup>; FF 1976 III 1).

<sup>139</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO 1987 447 455; FF 1985 I 21).

### III. Les rentes extraordinaires

#### Art. 39 Bénéficiaires

<sup>1</sup> Le droit des ressortissants suisses aux rentes extraordinaires est déterminé par les dispositions de la LAVS<sup>140,141</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>142</sup>

<sup>3</sup> Ont aussi droit à une rente extraordinaire les invalides étrangers et apatrides qui remplissaient comme enfants les conditions fixées à l'art. 9, al. 3.<sup>143</sup>

#### Art. 40<sup>144</sup> Montant des rentes

<sup>1</sup> Les rentes extraordinaires sont égales, sous réserve des al. 2 et 3, au montant minimum des rentes ordinaires complètes qui leur correspondent.

<sup>2</sup> Les rentes extraordinaires pour enfants sont réduites en dérogation à l'art. 69, al. 2 et 3, LPGA<sup>145</sup> aux mêmes conditions et dans la même mesure que celles qui sont versées par l'AVS.<sup>146</sup>

<sup>3</sup> Les rentes extraordinaires octroyées aux personnes devenues invalides avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle elles ont atteint 20 ans révolus, s'élèvent à 133<sup>1</sup>/<sub>3</sub> % du montant minimum de la rente ordinaire complète qui leur correspond.<sup>147</sup>

### IV. ...

#### Art. 41<sup>148</sup>

<sup>140</sup> RS **831.10**

<sup>141</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>142</sup> Abrogé par le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS) (RO **1996** 2466; FF **1990** II 1).

<sup>143</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>144</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 30 juin 1972, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1973 (RO **1972** 2537; FF **1971** II 1057).

<sup>145</sup> RS **830.1**

<sup>146</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>147</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>148</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**).

## D. L'allocation pour impotent

### Art. 42<sup>149</sup> Droit

<sup>1</sup> Les assurés impotents (art. 9 LPGA<sup>150</sup>) qui ont leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPGA) en Suisse ont droit à une allocation pour impotent. L'art. 42<sup>bis</sup> est réservé.

<sup>2</sup> L'impotence peut être grave, moyenne ou faible.

<sup>3</sup> Est aussi considérée comme impotente la personne vivant chez elle qui, en raison d'une atteinte à sa santé, a durablement besoin d'un accompagnement lui permettant de faire face aux nécessités de la vie. Si une personne souffre uniquement d'une atteinte à sa santé psychique, elle doit, pour être considérée comme impotente, avoir droit au moins à un quart de rente. Si une personne n'a durablement besoin que d'un accompagnement pour faire face aux nécessités de la vie, l'impotence est réputée faible. L'art. 42<sup>bis</sup>, al. 5, est réservé.

<sup>4</sup> L'allocation pour impotent est octroyée au plus tôt à la naissance et au plus tard à la fin du mois au cours duquel l'assuré a fait usage de son droit de percevoir une rente anticipée, conformément à l'art. 40, al. 1, LAVS<sup>151</sup>, ou du mois au cours duquel il a atteint l'âge de la retraite. La naissance du droit est régie, à partir de l'âge d'un an, par l'art. 29, al. 1.

<sup>5</sup> Lorsqu'il séjourne dans un établissement pour l'exécution de mesures de réadaptation au sens de l'art. 8, al. 3, l'assuré n'a pas droit à l'allocation pour impotent. Le Conseil fédéral définit la notion de séjour. Il peut exceptionnellement prévoir un droit à une allocation pour impotent lorsqu'en raison d'une grave atteinte des organes sensoriels ou d'une grave infirmité corporelle, l'assuré ne peut entretenir des relations sociales avec son entourage que grâce à d'importants services fournis de façon régulière par des tiers.

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral règle la prise en charge par l'assurance-accidents d'une contribution proportionnelle à l'allocation pour impotent lorsque l'impotence n'est que partiellement imputable à un accident.

### Art. 42<sup>bis</sup><sup>152</sup> Conditions spéciales applicables aux mineurs

<sup>1</sup> Les ressortissants suisses mineurs qui n'ont pas leur domicile (art. 13, al. 1, LPGA<sup>153</sup>) en Suisse sont assimilés aux assurés en ce qui concerne l'allocation pour impotent, à la condition qu'ils aient leur résidence habituelle (art. 13, al. 2, LPGA) en Suisse.

<sup>2</sup> Les étrangers mineurs ont également droit à l'allocation pour impotent s'ils remplissent les conditions prévues à l'art. 9, al. 3.

<sup>149</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>150</sup> RS 830.1

<sup>151</sup> RS 831.10

<sup>152</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>153</sup> RS 830.1

<sup>3</sup> Pour les assurés âgés de moins d'un an, le droit à l'allocation pour impotent prend naissance dès qu'il existe une impotence d'une durée probable de plus de douze mois.

<sup>4</sup> Les mineurs n'ont droit à l'allocation pour impotent que pour les jours qu'ils ne passent pas dans un établissement pour l'exécution de mesures de réadaptation au sens de l'art. 8, al. 3, ou dans un établissement hospitalier aux frais de l'assurance sociale (art. 67, al. 2, LPGA).

<sup>5</sup> Les mineurs n'ont pas droit à l'allocation pour impotent s'ils ont uniquement besoin d'un accompagnement pour faire face aux nécessités de la vie.

**Art. 42<sup>ter</sup>**<sup>154</sup> Montant

<sup>1</sup> Le degré d'impotence est déterminant pour fixer le montant de l'allocation pour impotent. Celle-ci est versée individuellement et doit faciliter les choix dans les domaines centraux de la vie. L'allocation mensuelle se monte, lorsque l'impotence est grave, à 80 % du montant maximum de la rente de vieillesse prévu à l'art. 34, al. 3 et 5, LAVS<sup>155</sup>; elle se monte, lorsque l'impotence est moyenne, à 50 % de ce montant et, lorsqu'elle est faible, à 20 % du même montant. L'allocation est calculée par jour pour les mineurs.

<sup>2</sup> Le montant de l'allocation pour impotent versée aux assurés qui séjournent dans un home correspond à la moitié des montants prévus à l'al. 1. Pour les mineurs, l'allocation est augmentée d'une contribution aux frais de pension, dont le montant est fixé par le Conseil fédéral. Les art. 42, al. 4,<sup>156</sup> et 42<sup>bis</sup>, al. 4, sont réservés.

<sup>3</sup> L'allocation versée aux mineurs impotents qui, en plus, ont besoin de soins intenses est augmentée d'un supplément pour soins intenses; celui-ci n'est pas accordé lors d'un séjour dans un home. Le montant mensuel de ce supplément s'élève à 60 % du montant maximum de la rente vieillesse au sens de l'art. 34, al. 3 et 5, LAVS, lorsque le besoin de soins découlant de l'invalidité est de 8 heures par jour au moins, à 40 % de ce montant maximum, lorsque le besoin est de 6 heures par jour au moins, et à 20 % de ce montant maximum lorsque le besoin est de 4 heures par jour au moins. Le supplément est calculé par jour. Le Conseil fédéral règle les modalités.

<sup>154</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>155</sup> RS 831.10

<sup>156</sup> Actuellement «art. 42, al. 5».

## E. Le cumul de prestations

**Art. 43**<sup>157</sup> Prestations de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité<sup>158</sup>

<sup>1</sup> Si les veuves, veufs ou orphelins ont droit simultanément à une rente de survivants de l'assurance-vieillesse et survivants et à une rente de l'assurance-invalidité, ils bénéficieront d'une rente d'invalidité entière. La rente la plus élevée leur sera versée.<sup>159</sup>

<sup>2</sup> Si les conditions dont dépend l'octroi d'indemnités journalières de l'assurance-invalidité sont remplies ou que cette assurance prenne en charge, de façon prépondérante ou complète, les frais de nourriture et de logement pendant la réadaptation, l'assuré n'a pas droit à une rente de l'assurance-invalidité. Le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions et édicter des dispositions sur le remplacement de l'indemnité journalière par une rente.<sup>160</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral édicte des prescriptions destinées à empêcher qu'un cumul de prestations de l'assurance-invalidité, ou de prestations de celle-ci et de l'assurance-vieillesse et survivants ne conduise à une surindemnisation.<sup>161</sup>

**Art. 44**<sup>162</sup> Rapports avec l'assurance-accidents et l'assurance militaire

Le Conseil fédéral détermine si, et dans quelle mesure, les assurés qui ont droit à une rente de l'assurance-accidents ou à une indemnité journalière ou une rente de l'assurance militaire ont droit à une indemnité journalière de l'assurance-invalidité.

**Art. 45**<sup>163</sup>

**Art. 45**<sup>bis</sup> <sup>164</sup>

<sup>157</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1968 (RO **1968** 29 42; FF **1967** I 677).

<sup>158</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO **1978** 391 418; FF **1976** III 1).

<sup>159</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 7 oct. 1994 (10<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1996** 2466 2490; FF **1990** II 1).

<sup>160</sup> Introduit par le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO **1978** 391 418; FF **1976** III 1).

<sup>161</sup> Introduit par le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO **1978** 391 418; FF **1976** III 1).

<sup>162</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>163</sup> Abrogé par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (RS **832.20**).

<sup>164</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967 (RO **1968** 29; FF **1967** I 677). Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**).



## F. Dispositions diverses

### Art. 46<sup>165</sup>

#### Art. 47<sup>166</sup> Paiement des indemnités journalières et des rentes

<sup>1</sup> Pendant la durée des mesures d'instruction ou de réadaptation, l'assuré au bénéfice d'une rente perçoit celle-ci en dérogation à l'art. 19, al. 3, LPGA<sup>167</sup>, au plus jusqu'à la fin du troisième mois civil entier qui suit le début des mesures. Il a en outre droit à une indemnité journalière. Celle-ci est toutefois réduite d'un trentième du montant de la rente pendant la période durant laquelle deux prestations sont dues.

<sup>2</sup> Lorsqu'une rente succède à une indemnité journalière, elle est versée, en dérogation à l'art. 19, al. 3, LPGA, sans réduction pour le mois durant lequel le droit à l'indemnité journalière prend fin. Durant ce mois, l'indemnité journalière est en revanche réduite d'un trentième du montant de la rente.

<sup>3</sup> En dérogation à l'art. 19, al. 1 et 3, LPGA, les rentes partielles dont le montant ne dépasse pas 10 % de la rente minimale complète sont versées une fois l'an au mois de décembre. L'ayant droit peut exiger le paiement mensuel.

#### Art. 48<sup>168</sup> Paiement de prestations arriérées

<sup>1</sup> Le droit à des prestations arriérées est régi par l'art. 24, al. 1, LPGA<sup>169</sup>.

<sup>2</sup> Si l'assuré présente sa demande plus de douze mois après la naissance du droit, les prestations, en dérogation à l'art. 24, al. 1, LPGA, ne sont allouées que pour les douze mois précédant le dépôt de la demande. Elles sont allouées pour une période antérieure si l'assuré ne pouvait pas connaître les faits donnant droit à prestation et qu'il présente sa demande dans les douze mois dès le moment où il en a eu connaissance.

<sup>3</sup> En dérogation à l'art. 24, al. 1, LPGA, le Conseil fédéral peut limiter le droit au remboursement de certaines mesures de réadaptation exécutées avant qu'elles n'aient été agréées.

<sup>165</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.1).

<sup>166</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>167</sup> RS 830.1

<sup>168</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>169</sup> RS 830.1

**Art. 49**<sup>170</sup>**Art. 50**<sup>171</sup> Exécution forcée et compensation

<sup>1</sup> Le droit à la rente est soustrait à l'exécution forcée.

<sup>2</sup> La compensation est régie par l'art. 20, al. 2, LAVS<sup>172</sup>.

**Art. 51** Frais de voyage

<sup>1</sup> Les frais de voyage en Suisse nécessaires à l'exécution des mesures de réadaptation sont remboursés à l'assuré.<sup>173</sup>

<sup>2</sup> Exceptionnellement, l'assurance peut allouer une contribution aux frais de voyage à l'étranger. Le Conseil fédéral réglera plus en détail les conditions.

**Art. 52**<sup>174</sup>**Chapitre IV L'organisation****Art. 53**<sup>175</sup> Principe

L'assurance est mise en œuvre, sous la surveillance de la Confédération (art. 76 LPG<sup>176</sup>), par les offices AI en collaboration avec les organes de l'AVS.

**A. Les offices AI**<sup>177</sup>**Art. 54**<sup>178</sup> Offices AI des cantons

<sup>1</sup> Chaque canton institue, par un acte législatif spécial, un office AI indépendant. Plusieurs cantons peuvent s'entendre pour instituer un office commun ou pour déléguer à un autre office AI certaines des tâches mentionnées à l'art. 57 de la présente loi.

<sup>170</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**).

<sup>171</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>172</sup> RS **831.10**

<sup>173</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>174</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), avec effet le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>175</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>176</sup> RS **830.1**

<sup>177</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>178</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

- <sup>2</sup> Les actes législatifs cantonaux et les accords intercantonaux règlent, en particulier:
- a. le siège de l'office;
  - b. l'organisation interne de l'office;
  - c. le statut juridique du chef de l'office et de ses collaborateurs.

**Art. 55**<sup>179</sup> Compétence

<sup>1</sup> L'office AI compétent est, en règle générale, celui du canton dans lequel l'assuré est domicilié au moment où il exerce son droit aux prestations. Le Conseil fédéral règle la compétence dans des cas spéciaux.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions pour régler les litiges concernant la compétence territoriale, et ce en dérogation à l'art. 35 LPGA<sup>180, 181</sup>

**Art. 56**<sup>182</sup> Office AI de la Confédération

Le Conseil fédéral institue un office AI pour les assurés résidant à l'étranger.

**Art. 57**<sup>183</sup> Attributions

<sup>1</sup> Les attributions des offices AI sont notamment les suivantes:

- a. examiner si les conditions générales d'assurance sont remplies;
- b. examiner si le requérant est susceptible d'être réadapté, pourvoir à l'orientation professionnelle et à la recherche d'emplois;
- c. déterminer les mesures de réadaptation et en surveiller l'exécution;
- d. évaluer l'invalidité et l'impuissance;
- e. prendre les décisions relatives aux prestations;
- f. informer le public.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut leur confier d'autres tâches.

<sup>179</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>180</sup> RS **830.1**

<sup>181</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>182</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>183</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

**Art. 58**<sup>184</sup> Octroi de prestations sans décision

Le Conseil fédéral peut prescrire, en dérogation à l'art. 49, al. 1, LPGA<sup>185</sup>, que la procédure simplifiée prévue à l'art. 51 LPGA s'applique aussi à certaines prestations importantes.

**Art. 59**<sup>186</sup> Composition

<sup>1</sup> Les offices AI doivent disposer de services capables de garantir que les tâches énumérées à l'art. 57 seront exécutées rapidement et avec compétence.

<sup>2</sup> Les offices AI disposent de services médicaux régionaux interdisciplinaires pour évaluer les conditions médicales nécessaires à l'octroi d'indemnités. Ces services sont soumis à la surveillance matérielle directe de l'office mais sont indépendants dans l'appréciation médicale du cas d'espèce. Les services médicaux régionaux sont mis en place par les offices AI. Le Conseil fédéral détermine les régions après avoir consulté les cantons.<sup>187</sup>

<sup>3</sup> Les offices AI peuvent faire appel à des spécialistes de l'aide privée aux invalides, à des experts, aux centres d'observation médicale et professionnelle ainsi qu'aux organes d'autres assurances sociales.<sup>188</sup>

**Art. 59a**<sup>189</sup> Responsabilité

Les demandes en réparation selon l'art. 78 LPGA<sup>190</sup> doivent être présentées à l'office AI, qui statue par décision.

<sup>184</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>185</sup> RS **830.1**

<sup>186</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>187</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>188</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>189</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>190</sup> RS **830.1**

## B. Les caisses de compensation<sup>191</sup>

### Art. 60<sup>192</sup> Attributions

<sup>1</sup> Les attributions des caisses de compensation sont notamment les suivantes:

- a. collaborer à l'examen des conditions générales d'assurance;
- b. calculer le montant des rentes et des indemnités journalières;
- c. verser les rentes, les indemnités journalières et les allocations pour impondents.

<sup>2</sup> Pour le surplus, l'art. 63 de la LAVS<sup>193</sup> s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions pour régler les litiges concernant la compétence territoriale, et ce en dérogation à l'art. 35 LPGA<sup>194,195</sup>

### Art. 61<sup>196</sup> Collaboration

Le Conseil fédéral règle la collaboration entre les offices AI et les organes de l'assurance-vieillesse et survivants.

### Art. 62 et 63<sup>197</sup>

## C.<sup>198</sup> La surveillance de la Confédération

### Art. 64<sup>199</sup> Autorité de surveillance

<sup>1</sup> Les offices AI exécutent la présente loi sous la surveillance de la Confédération (art. 76 LPGA<sup>200</sup>). L'art. 72 LAVS<sup>201</sup> est applicable par analogie.<sup>202</sup>

<sup>191</sup> Anciennement avant l'art. 55. Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>192</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>193</sup> RS **831.10**

<sup>194</sup> RS **830.1**

<sup>195</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>196</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>197</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI) (RO **1991** 2377; FF **1988** II 1293).

<sup>198</sup> Anciennement let. D.

<sup>199</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO **1991** 2377 2381; FF **1988** II 1293).

<sup>200</sup> RS **830.1**

<sup>201</sup> RS **831.10**

<sup>202</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>2</sup> L'office examine chaque année l'exécution par les offices AI des tâches qui leur sont attribuées en vertu de l'art. 57. Il veille à une application uniforme de la loi.<sup>203</sup>

<sup>3</sup> La tenue des comptes des offices AI est, dans le cadre de la révision des caisses de compensation compétentes pour les offices AI en vertu de l'art. 68, al. 1, LAVS, examinée par des organes de révision indépendants, externes, spécialisés et reconnus par l'office. Celui-ci peut, en cas de besoin, procéder lui-même à des révisions complémentaires ou en faire exécuter par la Centrale de compensation ou par un organe de révision externe.<sup>204</sup>

<sup>4</sup> Les organes de révision externes citées à l'al. 3 ne peuvent participer à la gestion administrative de l'office AI ou de la caisse de compensation; ils doivent offrir à tous points de vue la garantie d'une exécution irréprochable et objective des révisions et des contrôles.<sup>205</sup>

#### **Art. 65<sup>206</sup>** Commission fédérale de l'AVS/AI

La Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité est aussi compétente en matière d'assurance-invalidité dans les limites de l'art. 73 de la LAVS<sup>207</sup>. Elle comprendra également des représentants des personnes handicapées et de l'aide aux invalides.

### **D.<sup>208</sup> Dispositions diverses**

#### **Art. 66<sup>209</sup>** Dispositions administratives de la LAVS

A moins que la présente loi n'en dispose autrement, les dispositions de la LAVS<sup>210</sup> concernant le traitement de données personnelles, les employeurs, les caisses de compensation, le règlement des comptes et des paiements, la comptabilité, la révision des caisses et les contrôles des employeurs, la couverture des frais d'administration, la prise en charge des coûts et des taxes postales, la Centrale de compensation, le numéro d'assuré, ainsi que l'effet suspensif sont applicables par analogie. La responsabilité pour les dommages est régie par l'art. 78 LPG<sup>211</sup> et, par analogie, par les art. 52, 70 et 71a LAVS.

<sup>203</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>204</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>205</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>206</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21).

<sup>207</sup> RS **831.10**

<sup>208</sup> Anciennement let. E.

<sup>209</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'Ass. féd. du 21 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO **2002** 3453 3470; FF **2002** 763).

<sup>210</sup> RS **831.10**

<sup>211</sup> RS **830.1**

**Art. 66a**<sup>212</sup> Communication de données

<sup>1</sup> Dans la mesure où aucun intérêt privé prépondérant ne s'y oppose, les organes chargés d'appliquer la présente loi ou d'en contrôler ou surveiller l'application peuvent communiquer des données, en dérogation à l'art. 33 LPGA<sup>213</sup>:

- a. aux autorités fiscales, lorsqu'elles se rapportent au versement des rentes de l'AI et qu'elles sont nécessaires à l'application de lois fiscales;
- b. aux autorités chargées d'appliquer la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir<sup>214</sup>, conformément à l'art. 24 de ladite loi.

<sup>2</sup> Au surplus, l'art. 50a LAVS<sup>215</sup>, y compris ses dérogations à la LPGA, est applicable par analogie.

**Art. 66b**<sup>216</sup> Procédure d'appel

<sup>1</sup> La Centrale de compensation (art. 71 LAVS<sup>217</sup>) tient un registre central des bénéficiaires de prestations en nature ainsi qu'une liste des factures relatives à ces prestations. Le registre et la liste servent à la prise en charge du coût de ces prestations.

<sup>2</sup> Les offices AI, les caisses de compensation et l'office fédéral compétent peuvent accéder par procédure d'appel à ce registre et à cette liste, pour les données nécessaires à l'accomplissement des tâches que leur assignent la présente loi et la LAVS.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle la responsabilité de la protection des données, les données à saisir et leur durée de conservation, l'accès aux données, la collaboration entre utilisateurs et la sécurité des données.

**Art. 67**<sup>218</sup> Remboursement des frais

L'assurance rembourse aux offices AI, dans le cadre d'une gestion rationnelle, les frais de fonctionnement qui leur sont causés par l'application de la présente loi. Le Conseil fédéral détermine les frais qui peuvent être pris en compte.

<sup>212</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 23 juin 2000 (RO 2000 2685; FF 2000 219). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'Ass. féd. du 21 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO 2002 3453 3470; FF 2002 763).

<sup>213</sup> RS 830.1

<sup>214</sup> RS 661

<sup>215</sup> RS 831.10

<sup>216</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 23 juin 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2001 (RO 2000 2685; FF 2000 219).

<sup>217</sup> RS 831.10

<sup>218</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1992 (RO 1991 2377 2381; FF 1988 II 1293).

**Art. 68<sup>219</sup>** Etudes scientifiques

<sup>1</sup> La Confédération entreprend ou fait réaliser des études scientifiques sur la mise en œuvre de la présente loi pour:

- a. en contrôler et en évaluer l'application;
- b. en améliorer l'exécution;
- c. en accroître l'efficacité;
- d. proposer les modifications utiles.

<sup>2</sup> L'assurance rembourse à la Confédération les frais résultant de l'accomplissement des tâches citées à l'al. 1.

**Art. 68<sup>bis 220</sup>** Collaboration entre les offices AI, les organes d'exécution de l'assurance-chômage et les organes cantonaux d'exécution des mesures de réadaptation

<sup>1</sup> Les offices AI collaborent avec les organes d'exécution de l'assurance-chômage et les organes cantonaux d'exécution des mesures de réadaptation afin de faciliter aux personnes qui s'inscrivent auprès des offices AI en vue de toucher des prestations et dont la capacité de gain fait l'objet d'une évaluation, l'accès aux mesures de réadaptation professionnelle prévues par l'assurance-invalidité, par l'assurance-chômage ou par les cantons.

<sup>2</sup> Les offices AI et les organes d'exécution de l'assurance-chômage sont mutuellement libérés de l'obligation de garder le secret (art. 33 LPGA<sup>221</sup>), à condition que:

- a. aucun intérêt privé prépondérant ne s'y oppose;
- b. les renseignements et les documents soient utilisés dans les cas où il n'est pas encore clairement établi quelle est l'autorité compétente:
  1. pour arrêter les mesures de réadaptation appropriées, ou
  2. pour déterminer les prétentions de la personne concernée envers l'assurance-invalidité et l'assurance-chômage.

<sup>3</sup> L'obligation de garder le secret est également levée, aux conditions de l'al. 2, pour les organes cantonaux d'exécution des mesures de réadaptation professionnelle pour autant que ceux-ci accordent la réciprocité aux offices AI et aux organes d'exécution de l'assurance-chômage.

<sup>4</sup> En dérogation à l'art. 32 LPGA et à l'art. 50a, al. 1, let. a, LAVS<sup>222</sup>, l'échange de données au sens des al. 2 et 3 peut aussi se faire oralement selon les cas. La personne concernée sera subséquemment informée de l'échange de données et de son contenu.

<sup>219</sup> Abrogé par le ch. 6 de l'annexe à la LF du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalides (RS **831.40**). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>220</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>221</sup> RS **830.1**

<sup>222</sup> RS **831.10**



**Art. 68<sup>ter</sup>**<sup>223</sup> Information à l'échelle nationale sur les prestations de l'assurance

<sup>1</sup> La Confédération assure, à l'échelle nationale, une information générale des assurés sur les prestations de l'assurance. Le Conseil fédéral règle les modalités.

<sup>2</sup> L'assurance rembourse à la Confédération les frais résultant de l'accomplissement des tâches citées à l'al. 1.

**Art. 68<sup>quater</sup>**<sup>224</sup> Projets pilotes pour l'engagement d'assurés invalides

<sup>1</sup> Pour certains groupes d'assurés invalides, le Conseil fédéral peut autoriser des projets pilotes de durée limitée dérogeant à la loi. Ces projets doivent avoir pour but d'expérimenter des mesures destinées à inciter les employeurs à embaucher davantage d'assurés invalides aptes à la réadaptation.

<sup>2</sup> Les projets pilotes ne doivent pas compromettre les droits des bénéficiaires.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut prolonger pendant quatre ans au maximum les projets pilotes dont l'efficacité est avérée.

<sup>4</sup> Le financement de ces projets peut être assuré par des fonds provenant de l'assurance.

## Chapitre V Contentieux et dispositions pénales

**Art. 69<sup>225</sup>** Particularités du contentieux

<sup>1</sup> Les décisions et les décisions sur opposition des offices AI peuvent, en dérogation à l'art. 58, al. 1, LPGA<sup>226</sup>, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal des assurances du canton de l'office qui a rendu la décision.<sup>227</sup>

<sup>2</sup> La commission de recours AVS/AI connaît des recours interjetés par les personnes résidant à l'étranger, en dérogation à l'art. 58, al. 2, LPGA. Le Conseil fédéral peut régler différemment cette compétence. Les art. 85<sup>bis</sup>, al. 3, et 86, LAVS<sup>228</sup> sont applicables par analogie.

<sup>3</sup> Les jugements des tribunaux arbitraux cantonaux rendus en vertu de l'art. 27<sup>bis</sup> peuvent faire l'objet d'un recours de droit administratif auprès du Tribunal fédéral des assurances, conformément à la loi fédérale d'organisation judiciaire, du 16 décembre 1943<sup>229,230</sup>

<sup>223</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>224</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>225</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>226</sup> RS **830.1**

<sup>227</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de l'Ass. féd. du 21 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO **2002** 3453 3470; FF **2002** 763).

<sup>228</sup> RS **831.10**

<sup>229</sup> RS **173.110**

**Art. 70** Dispositions pénales

Les art. 87 à 91 de la LAVS<sup>231</sup> sont applicables aux personnes qui violent les dispositions de la présente loi d'une manière qualifiée dans les articles précités.

**Deuxième partie. L'encouragement de l'aide aux invalides****I. La collaboration des services sociaux de l'aide aux invalides****Art. 71**<sup>232</sup>**II. Les subventions aux institutions****Art. 72**<sup>233</sup>**Art. 73** Etablissements, ateliers et homes

<sup>1</sup> L'assurance alloue des subventions pour la construction, l'agrandissement et la rénovation d'établissements et d'ateliers publics ou reconnus d'utilité publique, qui appliquent des mesures de réadaptation dans une proportion importante. Cette aide financière est exclue pour les établissements et ateliers destinés à l'application de mesures médicales en milieu hospitalier.<sup>234</sup>

<sup>2</sup> L'assurance peut allouer des subventions:

- a. pour leurs frais d'exploitation aux institutions visées par l'al. 1;
- b.<sup>235</sup> pour la construction, l'agrandissement et la rénovation d'ateliers d'occupation permanente, publics ou reconnus d'utilité publique, et pour leurs frais supplémentaires d'exploitation découlant de l'occupation d'invalides. Est également réputée occupation permanente une activité qui n'a pas d'utilité économique;
- c.<sup>236</sup> pour la construction, l'agrandissement et la rénovation de homes recueillant des invalides pour un séjour momentané ou à demeure ainsi que pour leurs frais d'exploitation supplémentaires; les autres formes de logement collectif gérées par ces homes leurs sont assimilées.

<sup>230</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>231</sup> RS **831.10**

<sup>232</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 22 mars 1991 (3<sup>e</sup> révision de l'AI) (RO **1991** 2377; FF **1988** II 1293).

<sup>233</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986 (RO **1987** 447; FF **1985** I 21).

<sup>234</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1987 (RO **1987** 447 455; FF **1985** I 21).

<sup>235</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 30 juin 1972, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1973 (RO **1972** 2537; FF **1971** II 1057).

<sup>236</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>3</sup> Les subventions prévues aux al. 1 et 2 continuent à être versées pour les personnes placées qui atteignent l'âge ouvrant le droit à la rente de vieillesse de l'AVS.<sup>237</sup>

<sup>4</sup> Les subventions prévues à l'al. 2, let. b et c, sont accordées à condition qu'une planification cantonale ou intercantonale démontre un besoin spécifique. L'office approuve la planification des besoins des cantons par voie de décision, qu'il peut assortir de réserves et de charges. Il règle la procédure selon laquelle la planification doit lui être présentée et établit les critères d'approbation.<sup>238</sup>

**Art. 74** Organisations d'aide aux invalides et centres de formation de personnel spécialisé<sup>239</sup>

<sup>1</sup> L'assurance alloue des subventions aux organisations faïtières de l'aide privée aux invalides – aide spécialisée et entraide – actives à l'échelle nationale ou dans une région linguistique, ainsi qu'aux organismes formant des spécialistes de la réadaptation professionnelle, en particulier pour l'exercice des activités suivantes:<sup>240</sup>

- a. conseiller et aider les invalides;
- b. conseiller les proches d'invalides;
- c. favoriser et développer l'habileté des invalides en organisant des cours spéciaux à leur intention.
- d. former et perfectionner le personnel enseignant et spécialisé dans l'assistance, la formation et la réadaptation professionnelle des invalides.

<sup>2</sup> Les subventions continuent à être versées lorsque les invalides concernés ont atteint l'âge ouvrant le droit à la rente de vieillesse de l'AVS.<sup>241</sup>

**Art. 75** Dispositions communes

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral fixe le plafond des subventions prévues aux art. 73 et 74. Il peut en subordonner l'octroi à d'autres conditions ou à l'accomplissement de certaines obligations. L'office règle le calcul des subventions et les conditions d'octroi.<sup>242</sup>

<sup>2</sup> Les subventions de l'assurance ne sont allouées que dans la mesure où les dépenses prévues aux art. 72 à 74 ne sont pas l'objet de subventions accordées en vertu d'autres lois fédérales.<sup>243</sup>

<sup>237</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1987 (RO 1987 447 455; FF 1985 I 21). Voir aussi l'al. 2 des disp. fin. mod. 21 janv. 1987 RAI (RS 831.201).

<sup>238</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>239</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>240</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>241</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1987 (RO 1987 447 455; FF 1985 I 21). Voir aussi l'al. 2 des disp. fin. mod. 21 janv. 1987 RAI (RS 831.201).

<sup>242</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

**Art. 75<sup>bis</sup> 244** Recours

<sup>1</sup> Les décisions prises par l'office compétent en vertu des art. 73 et 74 peuvent faire l'objet d'un recours, dans les 30 jours qui suivent leur notification, auprès de la Commission fédérale de recours en matière de prestations collectives de l'assurance-vieillesse et invalidité (commission fédérale de recours). Font exception les décisions portant sur des subventions pour lesquelles la législation fédérale ne prévoit aucun droit.<sup>245</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral institue la commission fédérale de recours. Il règle son organisation ainsi que la procédure.

<sup>3</sup> Les décisions de la commission fédérale de recours peuvent faire l'objet d'un recours de droit administratif auprès du Tribunal fédéral des assurances.

**III. ...****Art. 76<sup>246</sup>****Troisième partie. Le financement****Art. 77** Provenance des ressources

<sup>1</sup> Les prestations prévues par la présente loi sont couvertes par:

- a. les cotisations des assurés et des employeurs, conformément aux art. 2 et 3;
- b. les contributions des pouvoirs publics;
- b<sup>bis</sup>.<sup>247</sup> les recettes qui résultent du relèvement, effectué pour l'assurance, des taux de la taxe sur la valeur ajoutée;
- c.<sup>248</sup> les intérêts du fonds de compensation;
- d.<sup>249</sup> les recettes provenant des actions récursoires contre le tiers responsable.

<sup>243</sup> Voir toutefois les art. 4 al. 2 let. b et 7 al. 3 de la LF du 5 oct. 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (RS 341).

<sup>244</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS 830.1).

<sup>245</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO 2002 3475 3478; FF 2002 763).

<sup>246</sup> Abrogé par le ch. I de l'annexe à la LF du 23 juin 2000 (RO 2000 2677; FF 1999 4601).

<sup>247</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

<sup>248</sup> Introduite par le ch. II 1 de la LF du 24 juin 1977 (9<sup>e</sup> révision de l'AVS), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1979 (RO 1978 391 418; FF 1976 III 1).

<sup>249</sup> Introduit par le ch. I 2 de la LF du 5 oct. 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1986 (RO 1985 2002 2005; FF 1981 III 705).

<sup>2</sup> L'allocation pour impotent est financée exclusivement par les pouvoirs publics.<sup>250</sup>

**Art. 78<sup>251</sup>** Contributions des pouvoirs publics

<sup>1</sup> La participation au financement des dépenses annuelles de l'assurance s'élève:

- a. pour la Confédération, à 37,5 % des dépenses globales de l'assurance; la contribution à l'allocation pour impotent prévue à l'al. 2, let. a, en est déduite;
- b. pour les cantons, à 12,5 % des dépenses globales de l'assurance; la contribution à l'allocation pour impotent prévue à l'al. 2, let. b, en est déduite.

<sup>2</sup> L'allocation pour impotent est financée:

- a. par la Confédération à raison de 87,5 %;
- b. par les cantons à raison de 12,5 %.

<sup>3</sup> Les art. 104 et 107, al. 2, LAVS<sup>252</sup> sont applicables par analogie.

**Art. 78<sup>bis 253</sup>** Calcul des contributions des cantons

Le Conseil fédéral fixe le mode de calcul des contributions des cantons après avoir entendu les gouvernements cantonaux. Sont déterminantes pour ce calcul:

- a. la somme des prestations individuelles en espèces et en nature versées aux bénéficiaires de chaque canton;
- b. la capacité financière des cantons.

**Art. 79** Tenue des comptes

<sup>1</sup> Toutes les recettes prévues à l'art. 77 sont créditées au fonds de compensation prévu à l'art. 107 LAVS<sup>254</sup>; toutes les dépenses découlant des art. 4 à 51, 66 à 68 et 73 à 76 de la présente loi ainsi que les dépenses liées au recours prévu aux art. 72 à 75 LPGA<sup>255</sup> sont débitées de ce fonds.<sup>256</sup>

<sup>2</sup> Les recettes et dépenses de l'assurance-invalidité feront l'objet d'un compte à part.

- <sup>250</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986 (RO 1987 447; FF 1985 I 21). Nouvelle teneur selon le ch. I 5 de la LF du 8 oct. 1999 sur l'Ac. entre d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la CE et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO 2002 701 721; FF 1999 5440).
- <sup>251</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 5 de la LF du 8 oct. 1999 sur l'Ac. entre d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la CE et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO 2002 701 721; FF 1999 5440).
- <sup>252</sup> RS 831.10
- <sup>253</sup> Introduit par le ch. I 2 de la LF du 5 oct. 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1986 (RO 1985 2002 2005; FF 1981 III 705).
- <sup>254</sup> RS 831.10
- <sup>255</sup> RS 830.1
- <sup>256</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3837 3852; FF 2001 3045).

**Art. 80<sup>257</sup>** Surveillance de l'équilibre financier

Les dispositions de la LAVS<sup>258</sup> relatives à la surveillance de l'équilibre financier sont applicables par analogie.

**Quatrième partie.<sup>259</sup> Relation avec le droit européen****Art. 80a<sup>260</sup>**

Sont également applicables aux personnes visées à l'art. 2 du Règlement n° 1408/71<sup>261</sup> en ce qui concerne les prestations prévues à l'art. 4 dudit règlement tant qu'elles sont comprises dans le champ d'application matériel de la présente loi:

- a. l'Accord du 21 juin 1999 entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes<sup>262</sup>, son annexe II et les Règlements nos 1408/71 et 574/72<sup>263</sup> dans leur version adaptée<sup>264</sup>;
- b. l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange<sup>265</sup>, son annexe O, l'appendice 2 de l'annexe O et les Règlements nos 1408/71 et 574/72 dans leur version adaptée<sup>266</sup>.

<sup>257</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 9 oct. 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1988 (RO 1987 447 455; FF 1985 1 21).

<sup>258</sup> RS 831.10

<sup>259</sup> Introduite par le ch. I 5 de la LF du 8 oct. 1999 sur l'Ac. entre d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la CE et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO 2002 701 721; FF 1999 5440).

<sup>260</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 14 déc. 2001 relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Ac. amendant la Conv. instituant l'AELE, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002 (RO 2002 685 700; FF 2001 4729).

<sup>261</sup> Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (JO n° L 149 du 5 juillet 1971) (codifié par le Règlement (CE) n° 118/97 du Conseil, du 2 déc. 1996 (JO n° L 28 du 30 janv. 1997); modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, du 8 fév. 1999 (JO n° L 38 du 12 fév. 1999).

<sup>262</sup> RS 0.142.112.681

<sup>263</sup> Règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 relatif à l'application du Règlement (CEE) 1408/71 (JO n° L 74 du 27 mars 1972) (également codifié par le Règlement (CE) n° 118/97 du Conseil, du 2 déc. 1996 (JO n° L 28 du 30 janv. 1997); modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, du 8 fév. 1999 (JO n° L 38 du 12 fév. 1999).

<sup>264</sup> RS 0.831.109.268.1/.11. Une version consolidée provisoire des Règlements (CEE) nos 1408/71 et 574/72, y compris les modifications introduites par le Règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, peut être obtenue à l'Office fédéral des assurances sociales, 3003 Berne. Seule fait foi la version publiée dans le Journal Officiel des CE.

<sup>265</sup> RS 0.632.31

<sup>266</sup> RS 0.831.106.1/.11

## Cinquième partie.<sup>267</sup> Dispositions finales et transitoires

### Art. 81<sup>268</sup>

### Art. 82 Modification de la LAVS

La LAVS<sup>269</sup> est modifiée et complétée comme il suit:

*Art. 9, al. 2, let. d, in fine*<sup>270</sup>

...

*Art. 18, al. 1, 2<sup>e</sup> phrase*<sup>271</sup>

...

*Art. 20, al. 3*<sup>272</sup>

...

*Art. 21, al. 3*<sup>273</sup>

...

*Art. 22, al. 1 et 3, 2<sup>e</sup> phrase*<sup>274</sup>

...

*Art. 24<sup>bis</sup>*<sup>275</sup>

...

*Art. 25, al. 2, 3<sup>e</sup> phrase*<sup>276</sup>

...

<sup>267</sup> Anciennement Quatrième partie.

<sup>268</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS **830.1**).

<sup>269</sup> RS **831.10**. Les modifications mentionnées ci-dessous sont insérées dans ladite loi.

<sup>270</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>271</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>272</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>273</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>274</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>275</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>276</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

*Art. 26, al. 2, 3<sup>e</sup> phrase*<sup>277</sup>

...

*Art. 28<sup>bis</sup>*<sup>278</sup>

...

*Art. 33<sup>bis</sup>*

...

*Art. 85, al. 1, 3<sup>e</sup> phrase, et al. 2*<sup>279</sup>

...

**Art. 83**            Modification d'autres lois

1 ...<sup>280</sup>

2 ...<sup>281</sup>

**Art. 84**<sup>282</sup>

**Art. 85**            Disposition transitoire

<sup>1</sup> Les assurés déjà invalides lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ont droit, eux aussi, aux prestations. L'invalidité sera réputée survenue au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ...<sup>283</sup>

**Art. 86**            Entrée en vigueur et exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Il est autorisé à prendre toutes mesures propres à permettre l'institution rapide de l'assurance.

<sup>277</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>278</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>279</sup> Cette disposition est actuellement abrogée.

<sup>280</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).

<sup>281</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986 (RO **1987** 447; FF **1985** I 21).

<sup>282</sup> Abrogé par le ch. II 410 de la LF du 15 déc. 1989 relative à l'approbation d'actes législatifs des cantons par la Confédération (RO **1991** 362; FF **1988** II 1293).

<sup>283</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 9 oct. 1986 (RO **1987** 447; FF **1985** I 21).



<sup>2</sup> Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi; il édictera les dispositions nécessaires à cet effet. Il peut sous-déléguer à l'office la compétence d'édicter de telles dispositions.<sup>284</sup>

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 1960<sup>285</sup>

Art. 27, al. 1 et 2, 53 à 59, 60, al. 2, 64, 66, 67, al. 1, 81, 84: 15 octobre 1959<sup>286</sup>

### **Dispositions finales de la modification du 24 juin 1977<sup>287</sup> (9<sup>e</sup> révision de l'AVS)**

**a. ...**

#### **b. Adaptation du supplément au revenu annuel moyen**

Pour les rentes en cours, le supplément actuel au revenu annuel moyen au sens de l'art. 36, al. 3,<sup>288</sup> LAI, continue à être attribué, même si le genre de la rente et les bases de calcul changent.

**c. ...**

#### **d. Droit acquis au montant des rentes extraordinaires complémentaires et à celui des rentes extraordinaires simples d'invalidité sans limites de revenu, qui sont dévolues aux femmes mariées ou divorcées**

<sup>1</sup> ...

<sup>2</sup> Même après l'entrée en vigueur de la présente loi, une rente extraordinaire simple d'invalidité sans limites de revenu, déjà en cours au profit d'une femme mariée ou divorcée, continue d'être allouée aux mêmes conditions qu'antérieurement.

#### **e.<sup>289</sup> Responsabilité de l'assurance et exercice du recours contre le tiers responsable**

L'art. 11 LAI et les art. 72 à 75 LPG<sup>290</sup> s'appliquent aux cas dans lesquels l'événement donnant lieu à réparation s'est produit après l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>284</sup> Phrase introduite par le ch. I de la LF du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision AI), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO **2003** 3837 3852; FF **2001** 3045).

<sup>285</sup> ACF du 28 sept. 1959 (RO **1959** 883).

<sup>286</sup> ACF du 28 sept. 1959 (RO **1959** 883).

<sup>287</sup> RO **1978** 391 ch. III 2; FF **1976** III 1

<sup>288</sup> Cette disposition a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>289</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RS **830.1**).

<sup>290</sup> RS **830.1**

#### **f. Abrogation d'anciennes dispositions transitoires**

Les dispositions transitoires concernant l'assurance-invalidité, contenues dans la loi fédérale du 30 juin 1972<sup>291</sup> sur la 8<sup>e</sup> révision de l'AVS (section VIII/2), sont abrogées.

#### **Dispositions finales de la modification du 9 oct. 1986<sup>292</sup> (2<sup>e</sup> révision de l'AI)**

<sup>1</sup> Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, la nouvelle teneur de l'art. 28 est également valable pour les rentes d'invalidité en cours, mais avec les restrictions ci-après.

<sup>2</sup> Les rentes correspondant à un degré d'invalidité inférieur à 40 % doivent faire l'objet d'une révision (art. 41 LAI) dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi. Si la révision entraîne une évaluation du degré de l'invalidité à 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> pour cent au moins, la rente continue à être versée à son ancien montant aussi longtemps que les conditions permettant d'admettre un cas pénible sont remplies.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle le passage de l'ancien au nouveau droit pour les assurés à l'étranger.

#### **Dispositions finales de la modification du 22 mars 1991<sup>293</sup> (3<sup>e</sup> révision de l'AI)**

<sup>1</sup> Les cantons doivent réaliser la nouvelle organisation dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Les actes législatifs cantonaux et les accords intercantonaux portant sur la nouvelle réorganisation seront soumis à l'approbation de la Confédération au plus tard deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### **Dispositions finales de la modification du 7 octobre 1994<sup>294</sup> (10<sup>e</sup> révision de l'AVS)**

<sup>1</sup> Les let. c, al. 1 à 9, f, al. 2, et g, al. 1, des dispositions transitoires relatives à LAVS<sup>295</sup> sont applicables par analogie.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> L'art. 9, al. 3, s'applique également aux cas d'assurance survenus avant l'entrée en vigueur de la présente disposition. Cependant, le droit à des mesures de réadaptation ne prend naissance qu'à son entrée en vigueur.

<sup>291</sup> RO 1972 2537

<sup>292</sup> RO 1987 447 ch. III; FF 1985 I 21

<sup>293</sup> RO 1991 2377 ch. III; FF 1988 II 1293

<sup>294</sup> RO 1996 2466 ch. II 2; FF 1990 II 1

<sup>295</sup> RS 831.10

<sup>4</sup> Les dispositions transitoires concernant l'art. e 18, al. 2, de la LAVS sont applicables par analogie.

### **Dispositions finales de la modification du 23 juin 2000<sup>296</sup>**

<sup>1</sup> S'ils résident dans un Etat membre de la Communauté européenne, les ressortissants suisses qui sont soumis à l'assurance facultative au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent le rester pendant six années consécutives au maximum à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. Ceux d'entre eux qui ont 50 ans révolus au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent rester assurés jusqu'à l'âge légal de la retraite.<sup>297</sup>

<sup>2</sup> S'ils résident dans un Etat non membre de la Communauté européenne, les ressortissants suisses qui sont soumis à l'assurance facultative au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent le rester jusqu'à ce qu'ils ne remplissent plus les conditions d'assurance.<sup>298</sup>

<sup>3</sup> Les personnes qui, lors de la naissance du droit à la rente, sont soumises à l'assurance facultative ont également droit à une rente d'invalidité au cas où elles ne pourraient bénéficier d'une rente conformément à l'art. 6, al. 1<sup>bis</sup>.

<sup>4</sup> Les personnes qui n'avaient pas droit à la rente parce qu'elles n'étaient pas assurées lors de la survenance de l'invalidité peuvent demander un réexamen de leur droit sur la base des nouvelles dispositions. Les prestations ne peuvent toutefois être accordées qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente disposition.

<sup>5</sup> Les allocations de secours qui sont actuellement versées aux ressortissants suisses vivant à l'étranger continueront de l'être, après l'entrée en vigueur de la présente loi, à concurrence du montant qu'ils recevaient jusqu'à présent, aussi longtemps qu'ils rempliront les conditions en matière de revenus.

### **Dispositions finales de la modification du 14 décembre 2001<sup>299</sup>**

<sup>1</sup> Si elles résident en Islande, au Liechtenstein ou en Norvège, les personnes qui sont soumises à l'assurance facultative au moment de l'entrée en vigueur de la loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange<sup>300</sup> peuvent rester assurées pendant six années consécutives au maximum à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 14 décembre 2001. Celles d'entre elles qui ont 50 ans révolus au moment de l'entrée en vigueur de ladite modification peuvent rester assurées jusqu'à l'âge légal de la retraite.

<sup>296</sup> RO 2000 2677 2681 annexe ch. 1; FF 1999 4601

<sup>297</sup> Entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2001.

<sup>298</sup> Entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2001.

<sup>299</sup> RO 2002 685; FF 2001 4729

<sup>300</sup> RS 0.632.31

<sup>2</sup> Les allocations de secours qui sont actuellement versées aux ressortissants suisses vivant en Islande, au Liechtenstein ou en Norvège continueront de l'être, après l'entrée en vigueur de la modification du 14 décembre 2001, à concurrence du montant qu'ils recevaient jusqu'à présent, aussi longtemps qu'ils rempliront les conditions en matière de revenus.

### **Dispositions finales de la modification du 21 mars 2003 (4<sup>e</sup> révision de l'AI)<sup>301</sup>**

*a. Relèvement des allocations pour impotent; transformation des contributions aux frais de soins spéciaux pour mineurs impotents et des contributions aux frais de soins à domicile en allocation pour impotent*

<sup>1</sup> Les allocations pour impotents octroyées selon l'ancien droit, les contributions aux soins spéciaux pour mineurs impotents et les contributions aux frais de soins à domicile doivent être examinées dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> Les montants de l'allocation pour impotent sont relevés à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification. L'al. 4 est réservé.

<sup>3</sup> Les contributions aux soins spéciaux pour mineurs impotents sont remplacées par la nouvelle allocation pour impotent à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification. Les al. 4 et 6 sont réservés.

<sup>4</sup> Pour les assurés qui, en plus d'une contribution aux soins spéciaux pour mineurs impotents ou d'une allocation pour impotent, avaient jusqu'à présent droit à des contributions aux frais de soins à domicile, il faut procéder à un calcul comparatif. Si la nouvelle allocation pour impotent est moins élevée que le montant des prestations antérieures, l'allocation pour impotent remplace les prestations antérieures au plus tôt dès le premier jour du deuxième mois suivant la notification de la décision. Si la nouvelle allocation pour impotent est plus élevée que les prestations antérieures, les al. 2 et 3 s'appliquent.

<sup>5</sup> La comparaison visée à l'al. 4 est déterminée par:

- a. le montant mensuel fixé par voie de décision (sans la contribution aux frais de pension), pour les allocations pour impotent et les contributions aux soins spéciaux pour mineurs impotents;
- b. le montant mensuel moyen versé au cours des douze mois précédant l'examen, pour les contributions aux frais de soins à domicile.

<sup>6</sup> Les contributions aux soins spéciaux pour mineurs impotents et les contributions aux frais de soins à domicile qui sont actuellement versées à l'étranger continueront de l'être après l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'à concurrence du montant versé jusqu'à présent aussi longtemps que les conditions d'octroi sont remplies.

<sup>301</sup> RO 2003 3837 ch. II; FF 2001 3045

*b. Projets pilotes visant à aider les assurés nécessitant des soins et de l'assistance à mener une vie autonome responsable*

Le Conseil fédéral prévoit, dans les meilleurs délais, après l'entrée en vigueur de la présente modification, un ou plusieurs projets pilotes afin de recueillir des expériences en matière de mesures contribuant à aider les assurés nécessitant des soins et de l'assistance pour mener une vie autonome responsable. Dans le cadre de ces projets, le montant de l'allocation pour impotent est modulé en fonction du degré d'impotence, l'allocation est versée individuellement et doit faciliter les choix dans les domaines centraux de la vie. L'allocation correspond à une allocation pour impotent appropriée à laquelle s'ajoute un budget personnel en rapport avec les coûts liés au séjour dans un home. Pour le surplus, l'art. 68<sup>quater</sup>, al. 2 à 4, s'applique.

*c. Garantie des droits acquis pour les indemnités journalières versées pour des mesures de réadaptation en cours*

Les nouvelles dispositions sont applicables aux indemnités journalières versées pour les mesures de réadaptation décidées sur la base de l'ancien droit. Si leur application entraîne le versement d'indemnités journalières moins élevées que celles allouées selon l'ancien droit, celles-ci continuent d'être versées jusqu'à la fin des mesures de réadaptation.

*d. Garantie des droits acquis lors de la suppression des rentes pour cas pénibles*

<sup>1</sup> La nouvelle teneur de l'art. 28 s'applique également, à compter de son entrée en vigueur, aux rentes d'invalidité allouées selon l'ancien droit. Sont réservés les al. 2 et 3.

<sup>2</sup> Si l'ayant droit à une rente n'a pas droit à une prestation complémentaire annuelle au cours du mois précédant l'entrée en vigueur de la présente modification, la demi-rente de l'assurance-invalidité continuera à être versée aussi longtemps que les conditions suivantes sont remplies:

- a. l'assuré invalide a son domicile et sa résidence habituelle (art. 13 LPGA<sup>302</sup>) en Suisse; cette condition doit également être remplie par les proches pour lesquels une prestation est demandée;
- b. le taux d'invalidité est de 40 % au moins, mais inférieur à 50 %;
- c. la condition économique permettant d'admettre un cas pénible sur la base de l'ancien droit est remplie;
- d. le montant cumulé du quart de rente et de la prestation complémentaire annuelle est inférieur à la demi-rente.

<sup>3</sup> Les rentes correspondant à un taux d'invalidité inférieur à 40 % doivent faire l'objet d'une révision dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la nouvelle version de l'art. 28 (art. 17, al. 1, LPGA). Si la révision entraîne une évaluation du taux d'invalidité à 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> % au moins et que le montant de la rente n'avait pas subi de modification sur la base de l'al. 2 des dispositions finales de la modification du 9 octobre 1986 (2<sup>e</sup> révision AI), la rente continue d'être versée à son ancien montant

par l'assurance-invalidité à l'assuré qui a son domicile et sa résidence habituelle en Suisse si son taux d'invalidité est de  $33\frac{1}{3}$  % au moins, mais inférieur à 50 % et si la condition économique permettant d'admettre un cas pénible sur la base de l'ancien droit est remplie.

<sup>4</sup> La caisse de compensation du canton de domicile de l'ayant droit est compétente pour l'examen du cas pénible et le versement des rentes au sens de l'al. 2 et 3. Le Conseil fédéral règle les autres modalités de la procédure.

*e. Garantie des droits acquis pour les rentes complémentaires en cours*

Les rentes complémentaires versées selon l'ancien droit continueront d'être allouées aux mêmes conditions après l'entrée en vigueur de la présente modification.

*f. Garantie des droits acquis pour les rentes entières en cours*

Les rentes entières en cours perçues au titre d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à  $66\frac{2}{3}$  % continuent d'être versées après l'entrée en vigueur de la présente modification à tous les rentiers qui, à ce moment là, auront atteint l'âge de 50 ans. Toutes les autres rentes entières perçues au titre d'une invalidité inférieure à 70 % font l'objet d'une révision dans le délai d'un an dès l'entrée en vigueur de la présente modification.